

2 Politique

PDG

Et voici une "sensibilité" appelée APR !

J.K.M

Libreville/Gabon

Par voie de presse, des cadres, militants du parti au pouvoir, ont rendu publics, hier, treize engagements d'une structure à l'intérieur du Parti démocratique gabonais (PDG) dénommée "Actions et perspectives pour le président de la République".

CE qui, jusque-là, n'était qu'une rumeur est devenue une réalité. En effet, hier, par voie de presse, les membres de "Actions et perspectives pour le président de la République" (APR) ont officialisé leur existence, à travers un "Manifeste pour la reconstruction d'un PDG populaire par les actions de développement et de bonne gouvernance".

Cette méthode de communication n'est pas sans rappeler, toute proportion gardée, celle qu'avaient utilisée, dans les années 90, les initiateurs de "l'Appel du 06 mars", qui s'est transformé plus tard en un courant (les Appelistes) au sein du Parti démocratique gabonais (PDG).

Quoiqu'il en soit, plusieurs personnalités sont signataires dudit manifeste. Aussi bien les membres du



Photo : J-C-A

Le ministre des Affaires étrangères, Noël Nelson Messone...

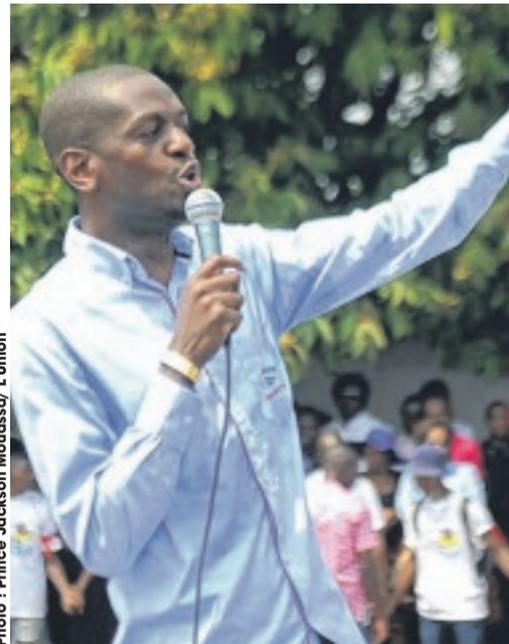


Photo : Prince Jackson Mouassa/ L'Union

... l'ancien membre du gouvernement, Eloi Nzondo...



Photo : Mombo

... et le député Barnabé Indoumou Mamboungou, des personnalités, parmi tant d'autres, signataires du Manifeste.

gouvernement (Noël Nelson Messone, Guy-Bertrand Mapangou, Christian Magnagna, Guy Maixent Mamiaka) que les parlementaires (Barnabé Indoumou Mamboungou, Célestin Bayogha Nembe, Marcellin Mve Ebang, Martin Mabala, Hilaire Machima, Guy-Christian Ossagou, etc.), d'anciens membres du gouvernement (Ernest Mpouho Epigat, Christophe Akagha Mba, François Engonga Owono, Eloi Nzondo, Calixte Nsie

Edang, Serge Ename Nsolet, etc.) et ceux du Bureau politique du PDG (Rigobert Ikambouyat Ndeka, Roger Mengue Ekomie, Alain Valéry Burobu Bu Bussambe, etc.). Ce qui tend à penser que les initiateurs de cette entreprise ont voulu se parer d'une base aussi large que possible au sein du PDG. Même si on n'en connaît pas encore la tête de file. Les premiers noms sur la liste des signataires pourraient donner, pourquoi pas, certaines indica-

tions à tout un chacun. Dans tous les cas, L'APR entend "impulser une nouvelle dynamique au PDG, en présentant une vision permettant de revenir aux fondamentaux du président de la République dont certains compatriotes ont malheureusement conduit notre pays à s'en écarter". Pour y arriver, l'APR, "Plateforme fédérative et force de propositions, appelle de tous ses vœux à une mobilisation continue et sans réserve à l'action du Distingué cama-

rade président du PDG"; à la réalisation effective "sans délais, ni retenue, sur toute l'étendue du territoire national, des promesses, projets et programmes des deux septennats du candidat Ali Bongo Ondimba", tout en menant "une lutte accrue contre la fraude, les détournements des deniers publics, la corruption et bien d'autres comportements asociaux qui minent et risquent de terrasser les fondements de notre société". Pour ce faire, "L'APR vou-

drait voir émerger un parti ouvert, compétitif et efficace, capable d'identifier les atouts maîtres dont doit disposer le chef de l'État pour conduire la Nation : la capacité de rassemblement, la main tendue du dialogue, l'acceptation de la différence, la compréhension mutuelle, le refus de toutes formes d'exclusion et de nihilisme, la responsabilité de chaque militant, le goût de l'effort". Autant d'ambitions résumées en "treize engagements".

APR : une structure hors-la-loi ?

Jonas OSSOMBEY

Libreville/Gabon

Nombreux sont les compatriotes qui ont découvert, hier, dans nos colonnes, un nouvel acronyme dans l'univers politique national. Du moins du Parti démocratique gabonais (PDG). Emblème à l'entête d'un manifeste qui en dit long sur les ambitions de ses signataires. Le problème est que depuis le congrès de 2013, l'existence de ce type d'officines est interdite par les textes régissant le fonctionnement du parti au pouvoir. Alors, à quoi jouent les fondateurs de cette «provo- cation» ?

DECIDEMENT, tout porte à croire que la vie au Parti démocratique gabonais (PDG), qui a pourtant commencé sa mue, à travers l'organisation des conseils provinciaux, n'est plus rose. Une sorte d'euphémisme qui se conjugue avec la création de ce qu'il convient de considérer comme un courant qui ne dit pas son nom. C'est, à travers, la publication, hier, d'un manifeste dans nos colonnes que beaucoup d'observateurs ont constaté la naissance de "Actions et perspectives pour le président de la République" (APR). Seul couac, les courants et autres identités spécifiques organisées



Photo : DR/ L'Union

Eric Dodo Bounguendza, le secrétaire général du Parti démocratique gabonais est tenu...

sont interdits par l'article 4 du PDG. Ce n'est donc pas l'explication qui en fait "une sensibilité" qui va convaincre les plus sceptiques et les instances décisionnelles par le biais du secrétariat exécutif. Ainsi, certains avaient pensé qu'avec la dissolution du mouvement gabonais pour Ali Bongo Ondimba (Mogabo) et "Héritage et modernité", du fait d'une existence non conforme aux textes, que le PDG allait couler des jours heureux. Sans qu'il n'y ait plus de fausses notes qui viennent mettre en mal l'unité et la cohésion en son sein. Cette initiative vient faire tache d'huile dans un contexte de reconquête de la base, par l'organisation des

élections pour désigner les instances décisionnelles. Il faut simplement croire qu'il y a des "camarades" qui ont résolument décidé d'enclencher, voire de poursuivre, l'œuvre destructrice de cette chapelle politique. Sinon comment comprendre cette démarche tenant lieu de désobéissance manifeste contre les textes et règlement de leur formation politique. Le fait de retrouver du "un peu de tout" traduit la volonté des signataires de conspirer, sur fond d'intrigues, contre les instances décisionnelles devant porter la parole et l'ambition de cette machine partisane. L'autre question est celle de l'opportunité de la création de cette structure. En effet,



Photo : Artlist-freed/ L'Union

...de rappeler à l'ordre les militants et cadres du parti qui entretiennent la cacophonie.

les observateurs avertis auront compris que la manœuvre vise directement les assises du congrès qui se tiennent le week-end prochain. A bien voir les composantes, la course aux postes est ouverte. Parce que les hauts cadres de l'administration publique, les membres du gouvernement qui y figurent, en bonne place, donnent l'impression que dans leur quête de survie politique et de préservation de prébendes, nouvellement battis, il est plus qu'opportun de ne «rien lâcher». Au risque de se faire «souffler» par d'autres, l'heure est, pensent-ils, à l'action. L'amateurisme à grande échelle que certains flairent, à travers cette nouvelle «trouvaille» ne saurait

couvrir cette maladresse dont les conséquences ne devront pas tarder à arriver. Sauf à penser que les complicités sont plus nombreuses et profondes que ne le laisse croire cette démarche en porte à faux avec les aspirations d'une base - non pas celle transportée dans les bus pour un simulacre d'élection - qui ne demande qu'à "régénérer" et "revitaliser" une machine totalement grippée. En outre, bien qu'assurant les «affaires courantes», Eric Dodo Bounguendza devrait faire respecter une discipline du parti qui va à vau-l'eau. Il lui est simplement demandé d'appliquer les textes qui stipulent (article 4) : «Il (le parti)(...) admet et encourage en son sein le

débat contradictoire d'idées en interdisant la constitution d'identités spécifiques organisées et de courants». C'est dire que l'acte, manifestement, d'insubordination, au regard des dispositions générales, ne saurait resté sans réaction du secrétariat exécutif dont l'une des missions est de rappeler à l'ordre les «militants déviants». Il est recommandé au SG du PDG de couper ce mal naissant à la racine, au risque de voir le congrès se transformer en bataille de chiffonniers des cadres du parti dont il assure le fonctionnement. Il se garderait d'adopter l'attitude tant décriée, par le passé, de dilettantisme face à des exigences qui commandent des décisions fermes.